

## Recherches sociographiques



### John HARE et Jean-Pierre WALLOT, *Les imprimés dans le Bas-Canada, 1801-1840. Bibliographie analytique*

André Beaulieu

Volume 9, numéro 3, 1968

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055413ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055413ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Beaulieu, A. (1968). Compte rendu de [John HARE et Jean-Pierre WALLOT, *Les imprimés dans le Bas-Canada, 1801-1840. Bibliographie analytique*]. *Recherches sociographiques*, 9(3), 317–319. <https://doi.org/10.7202/055413ar>

représente les premiers pas sur une voie que Dumont tracera au fur et à mesure. Il s'agit d'une remise en question des sciences humaines et de la poésie. Oui, certes, il s'agit là d'une entreprise de philosophe. Espérons que celui-ci ne fera pas oublier à Dumont qu'il est poète.

*Le Lieu de l'homme* est une œuvre très ambitieuse. Dumont fait le bilan de ce qu'il est et de ce qu'il connaît. Il s'agit d'une introduction à une œuvre considérable que chaque page de ce livre annonce.

Naïm KATTAN

*Conseil des Arts du Canada,  
Ottawa.*

John HARE et Jean-Pierre WALLOT, *Les imprimés dans le Bas-Canada 1801-1840, Bibliographie analytique*, tome I, 1801-1810, préface du chanoine Lionel Groulx, Montréal, Les presses de l'université de Montréal, 1967, XXIII, 381 (2) p.

Première publication du GRISCAF (Groupe de recherche sur les idéologies dans la société canadienne-française), l'ouvrage *Les imprimés dans le Bas-Canada* s'insère dans un projet d'ensemble visant à élargir et approfondir les connaissances actuelles de la société bas-canadienne.

Les professeurs John Hare et Jean-Pierre Wallot poursuivent dans leur travail un double objectif en fonction duquel ils se sont réparti la tâche: nous devons à John Hare les données de la bibliographie et à Jean-Pierre Wallot les analyses et commentaires des imprimés ainsi qu'une étude préliminaire de la période. À leurs yeux, la bibliographie représente la pierre d'angle sur laquelle devrait reposer toute description, un tant soit peu juste, des schèmes mentaux d'une société. De plus, et peut-être dans le sillage des Febvre, des Duby, des Braudel et des Mandrou, ce premier travail de forage entend conduire, par une série de monographies, à l'élaboration d'une histoire globale de notre société. « Dégager un portrait aussi juste que possible de la mentalité canadienne-française, les idées qui la pétrissent, selon les moments et les circonstances », tels sont les termes du programme du GRISCAF.

La réalisation de cet objectif ambitieux s'avère inégale. La partie proprement bibliographique nous met en présence d'un travail irréprochable. L'unité, la rigueur, la précision des descriptions et l'uniformité de la présentation en sont les qualités incontestables. Cet ouvrage ne le cède en rien à son aîné, présenté en 1952, par Marie Trémaine; mieux encore, il nous paraît marquer l'étape de la maturité de la bibliographie québécoise. John Hare démontre, à nouveau, qu'il appartient à la lignée des grands bibliographes canadiens depuis Faribault.

On nous accordera qu'il y a loin de l'établissement des fiches signalétiques des imprimés bas-canadiens à leur analyse, à leur étude et à leur signification. Sur ce plan, l'ouvrage nous laisse d'abord, par son style ferme et entraînant, une impression de densité et d'équilibre. Pourtant ces qualités ne tiennent pas devant une analyse détaillée du texte: l'auteur semble avoir, quant à la langue, sacrifié l'histoire au journalisme en dramatisant à souhait les conflits qu'il décrit. L'analyse, bien sûr, gagne en intérêt ce qu'elle perd en justesse. L'équilibre que promet de respecter l'*Avant-propos* entre les imprimés suivant leur importance est loin d'être réalisé. La part du lion revient encore à la vie politique, principalement à l'étude des élections et à l'analyse des adresses aux électeurs. Les auteurs ont même cédé à la tentation des introductions aux campagnes électorales de 1804, 1808, 1809 et 1810.<sup>1</sup> Par contre, la vie religieuse demeure à peu près entièrement dans l'ombre, de même que les publications administratives, dont le rôle et l'apport restent insuffisamment décrits.

<sup>1</sup> On notera que ces introductions sont numérotées 72, 96, 163, 196 et 232 et comptent donc pour autant de mentions d'imprimés.

L'introduction de Jean-Pierre Wallot résume ses principales thèses: le nombre des imprimés témoigne, d'après lui, de la fécondité de la vie intellectuelle du Bas-Canada; un mouvement de haut en bas et de bas en haut des idées et des informations, soutient-il, s'est déjà établi dans la population bas-canadienne d'alors; il faut désormais situer, croit-il, dans le dernier quart du XVIII<sup>e</sup> siècle l'éveil du nationalisme canadien-français, l'apparition de la presse politisée et idéologique ainsi que la formation des partis.

La thèse qui se fonde sur le nombre et la diversité des imprimés pour décanter « les aspects multiples d'une société déjà complexe » (p. 3) nous paraît pour le moins hasardeuse. Sans doute la diversité des sujets des imprimés sert-elle à l'étude des multiples aspects de l'activité d'une société, mais le nombre seul n'est certes pas probant lorsqu'il s'agit d'étudier les idéologies et la mentalité. Une société est-elle intellectuellement vigoureuse parce que son gouvernement fait paraître proclamations, édits, statuts, journaux? Une société est-elle mentalement dynamique parce que l'Église, qui la domine, lui donne de successives éditions des guides de vie que furent catéchismes et livres de prières? Ce n'est pas tant le nombre mais la persistance (tirage, édition et diffusion) d'un livre, ou d'une catégorie de livres, qui revêt le plus de signification pour l'histoire des mentalités. Un seul livre, inlassablement réédité, pétrit parfois un peuple jusqu'à la moelle et pour des générations plus sûrement que tous ces écrits de circonstances que furent les « adresses aux électeurs » et la plupart des publications administratives.

Puisqu'il s'agit d'idéologie, la priorité ne devrait-elle pas appartenir aux écrits porteurs d'idées? Envisagé sous cet angle, l'ouvrage de Hare et Wallot présente au plus, parmi les 262 mentions d'imprimés, soixante à soixante-dix publications distinctes dignes d'être notées. Ce chiffre s'impose lorsqu'on refait le compte en soustrayant calendriers, étrennes, catalogues de vente, rééditions d'un même livre ainsi que la majorité des mentions d'imprimés touchant la vie administrative. Ce qui reste? Quelques brochures, les journaux ainsi que de nombreux rapports des Appendices aux *Journaux de l'Assemblée législative*; sans diffusion directe, ces derniers furent repris et commentés dans les éditoriaux des journaux en raison des engagements qu'ils créaient pour tout un peuple.

Situer l'éveil du nationalisme canadien-français « dès avant 1774 », laisse perplexe. Jean-Pierre Wallot a entrevu des perspectives nouvelles qu'il n'a pas situées, qu'il n'a pu définir. Il aurait fallu, croyons-nous, distinguer entre patriotisme, idée nationale et nationalisme avant d'aborder ce problème. Si la fidélité à la tribu existait dans les sociétés primitives, si le patriotisme fut pratiqué dès l'Antiquité, si l'idée nationale n'apparut qu'à la fin du Moyen-Âge, on ne peut parler de nationalisme avant la Révolution française et plus vraisemblablement avant le début du XIX<sup>e</sup> siècle.<sup>1</sup> L'idée nationale est spontanée; elle surgit des entrailles des individus qui se reconnaissent l'un l'autre, alors que le nationalisme est conscience et réflexion sur cette conscience. Jean-Pierre Wallot sait qu'il faut à tout prix éviter de retrouver dans le passé la substance actuelle de ce mot. Malheureusement sa description des conflits nationaux bas-canadiens pour la période 1801-1810 dégage, sous plusieurs aspects, un relent des conflits d'aujourd'hui. À certains moments, on se croirait en pleine révolution tranquille.

La tradition veut qu'un compte rendu d'ouvrage bibliographique soit incomplet s'il ne mentionne au moins quelques omissions ou erreurs. Des oublis d'imprimés, il serait présomptueux d'en chercher. Les omissions d'importance concernent la propre bibliographie de l'ouvrage lui-même. On s'étonne de n'y point trouver la *Bibliotheca canadiensis* de Henry Morgan, le *Canadian Government Publications* de Higgins ainsi que le *Catalogue des Journaux sur microfilm* de l'ABC que les auteurs ont, à coup sûr, utilisé ou consulté. Par ailleurs, nous comprenons mal la citation de la *Biographie universelle* de Feller alors que les dictionnaires de Michaud et de Hoefer lui sont grandement supérieurs. Enfin, le *Rapport*

<sup>1</sup> Voir à ce sujet les études de Weil et de Shaper.

des *Archives canadiennes* remonte à 1872 (c'est alors un Appendice au *Rapport du ministère de l'Agriculture*) et non à 1881.

Somme toute, il s'agit ici d'un livre fécond et d'une bibliographie, je le répète, irréprochable.

André BEAULIEU

*Bibliothèque générale,  
Université Laval.*

Richard Colebrook HARRIS, *The Seigneurial System in Early Canada. A Geographical Study*, Québec, Les presses de l'université Laval, 1966, 247 p.

Jusqu'à tout récemment l'historiographie du régime seigneurial n'avait guère franchi l'étape initiale de l'inventaire juridique du système (Munro, Heneker, Trudel), à partir duquel on ne s'était pas gêné pour tirer rapidement des conclusions sur l'importance du seigneur dans la société de la Nouvelle-France, sur ses relations avec ses censitaires, sur son rôle dans la colonisation et le peuplement. Ces conclusions se modifièrent au cours des années. Au début, elles étaient le fruit d'une inférence brute des données légales. Le censitaire, croyait-on, vivait sous la tutelle protectrice et bénéfique du seigneur qu'il vénérât et à qui il payait volontiers son dû. Le tout baignait dans une atmosphère bucolique que soulignait la plantation du mai, et où trouvait son compte l'imagerie d'une société que les historiens d'alors souhaitaient paisible, paternaliste, à l'abri des risques que comportent les influences du dehors.

Des coups de sonde proprement historique permirent petit à petit de soupçonner une réalité quelque peu différente. Le censitaire n'avait pas nécessairement la docilité qu'on lui prêtait, non plus qu'il ne paraissait très conscient des liens hiérarchiques qui l'unissaient à son seigneur. Par ailleurs, celui-ci se remarquait souvent par le peu d'intérêt qu'il manifestait pour son fief et la facilité avec laquelle il cherchait des dérivatifs ou des compensations dans le commerce et dans les cadres de l'administration et de l'armée. Un troisième élément, l'intervention de l'État, ressortait aussi avec clarté pendant toute la durée du régime français. Cette intervention devenait alors une entrave au libre fonctionnement du système seigneurial ou, à l'inverse, apportait un correctif nécessaire à la prévarication des hommes, notamment des seigneurs. Mais quelles que soient les conclusions divergentes auxquelles on pouvait aboutir, le point de départ restait le même, un système de tenure de terres perçu à travers son mécanisme juridique, destiné à être le fondement de l'organisation économique et sociale de la colonie et servant de mesure à l'évaluation de la réalité historique.

C'est contre cette orientation historiographique (qu'il expose dans son premier chapitre) que s'inscrit la thèse de Richard Colebrook Harris, intitulée *The Seigneurial System in Early Canada*. Ici l'optique est différente. L'auteur explique :

« Whereas earlier studies of the seigneurial system have looked to the statute books and to the official correspondence for evidence, the geographical analysis which follows has looked to the land, a fundamentally different point of view which has forced different questions to be asked, neglected documents to be opened, and others which have been much perused to be examined in a different light » (p. 7).

Quelques lignes plus loin, il résume sa conclusion :

« The evidence presented in this study leads to the conclusion that the seigneurial system left an altogether insignificant impression on the geography of early Canada. Settlement expanded along the St. Lawrence and patterns of social and economic activity developed there in ways that rarely reflected a seigneurial framework. The seigneuries were indefinite units on the land; in the early years their boundaries were usually known only vaguely, and later when boundaries had been surveyed, they serve